



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

Administration et Services Généraux
Administration and General Services

PASSATION DE MARCHES POUR LA SELECTION DES CONSULTANTS

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

**N°002/BIDC/EBID/PRMP/001/004/2024/ICM POUR LA
SELECTION D'UN CABINET EN VUE DE LA VALORISATION
DES GARANTIES DE LA BIDC**

Date de Publication : 17/04/2024

Date limite de transmission des réponses : 06/05/2024

AVRIL 2024

1. Présentation de la BIDC

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) est une institution financière internationale commune aux quinze (15) états membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina-Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo. Elle est issue de la transformation du Fonds de coopération, de compensation et de développement (Fonds de la CEDEAO) en une société holding régionale dénommée BIDC avec deux (2) filiales, décidée lors de la vingt-deuxième Session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement tenu en décembre 1999.

Par décision A/DEC.3/06/06 en date du 14 juin 2006, les chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO ont réorganisé la holding en une entité unique avec absorption des deux filiales que sont la BRIC et le FRDC. La nouvelle entité comporte deux guichets opérationnels dont un guichet dédié au secteur privé et un guichet au secteur public.

La vision de la BIDC est d'être la première institution régionale de financement de l'investissement et du développement en Afrique de l'Ouest et un instrument efficace de lutte contre la pauvreté, de création de richesse et de promotion de l'emploi en vue du bien-être des populations de la région.

Elle s'est assignée pour mission d'aider à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'ouest économiquement forte, industrialisée, prospère, et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités et des perspectives offertes par la mondialisation.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique 2021-2025, la BIDC s'est résolument engagée dans l'appui à la transformation structurelle des économies des pays membres de la communauté à travers l'octroi des financements innovants, durables destinés à réduire considérablement la pauvreté et booster la croissance économique.

L'objectif général de la présente mission est de procéder à une valorisation des actifs mobiliers et immobiliers affectés en garantie par la clientèle de la Banque, afin d'actualiser la valeur des actifs nantis ou hypothéqués.

2. Procédure de présélection

- 2.1. La BIDC invite les cabinets et bureaux d'études éligibles à indiquer leur intérêt à réaliser cette mission.
- 2.2. Les cabinets intéressés doivent démontrer leur qualification pour exécuter ces services en fournissant des informations telles que des brochures, des descriptions de missions similaires précédentes, leur expérience dans des contextes comparables ainsi que la disponibilité des compétences appropriées au sein de leur personnel.

- 2.3. Les cabinets sont autorisés à se constituer en groupement composé au maximum de trois (3) membres afin d'améliorer leurs chances de qualification (confère, les formulaires de constitution de groupement en annexe).
- 2.4. La BIDC applique le principe de l'éligibilité universelle, sous réserve du respect des règles liées à la faillite, liquidation judiciaire, l'embargo, le conflit d'intérêt, les règles d'éthiques, le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, le Trafic d'êtres humains et stupéfiants, le sexisme, la durabilité, les normes du bureau international du travail, etc.
- 2.5. La BIDC, procédera à l'analyse comparative des références techniques reçues et une liste restreinte de cinq (5) à huit (8) cabinet sera établie conformément au nouveau règlement de la Banque Mondiale pour le financement des projets d'investissement cinquième édition (**septembre 2023**).
- 2.6. Seuls les cabinets retenus sur la liste restreinte recevront la demande de propositions à élaborer par la BIDC, en vue de la poursuite du processus de sélection.
- 2.7. Seuls les cabinets et/ou groupements de cabinets sont éligibles. Les consultants individuels ne sont pas autorisés à participer à l'avis à manifestation d'intérêt ;
- 2.8. La double soumission est prohibée. Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures. Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :
- une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,
 - ou
 - une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.
- En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants. Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.
- 2.9. **Expression d'intérêt** : Confirmation de votre intérêt à participer à la Demande de Proposition. Nous vous prions de transmettre un courrier écrit sur papier entête de votre entreprise ou groupement d'entreprises. La lettre devra être cachetée et dûment signée par la personne habilitée à engager contractuellement votre structure.
- 2.10. **Antécédents en matière d'exécution de contrats et de Litiges en cours** : le soumissionnaire doit démontrer qu'il a exécuté ses contrats précédents.

A cet effet, nous vous prions de renseigner, cacheter et signer le formulaire ci-joint.

- 2.11. **Conflit d'intérêts** : Un soumissionnaire ne doit pas avoir aucun conflit d'intérêts, réel ou potentiel, pouvant remettre en question sa participation à la procédure demande de proposition et à l'attribution du contrat.
- 2.12. **Situation financière** : Indiquer le chiffre d'affaires au cours des trois (03) dernières années 2021, 2022, 2023 démontrant la solidité actuelle de la position financière du soumissionnaire et sa rentabilité à long terme.
- 2.13. A cet effet, nous vous prions de renseigner, cacheter et signer le formulaire y relatif.
- 2.14. La sélection d'une société sur la liste restreinte ne garantit pas que la société obtienne nécessairement un marché avec la Banque.
- 2.15. La Banque se réserve le droit d'accepter les manifestations d'intérêt hors délais.
- 2.16. Une firme sera sélectionnée suivant la méthode de « sélection au moindre coût », conformément au règlement sur les achats institutionnels de la BIDC.
- 2.17. Prière noter que l'intérêt exprimé par une firme/cabinet de conseil n'implique aucune obligation de la part de la Banque de l'inclure dans la liste restreinte.
- 2.18. Les cabinets intéressés peuvent obtenir de plus amples informations à l'adresse ci-dessous, pendant les heures de vacation de lundi à jeudi de 8h à 12 h30 minutes et de 14 à 17H et les vendredis de 8h à 12 h et de 14H à 16 h (temps universel).

***Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
128, boulevard du 13 janvier BP 2704 Lomé-Togo
Téléphone : +228 22 68 64/Chef Division Services Généraux et du
Patrimoine.***

- 2.19. Les manifestations d'intérêt seront élaborées en français ou en anglais. Toute manifestation d'intérêt rédigée dans une langue autre que les deux ci-dessus indiquées devra être accompagnée d'une traduction certifiée conforme à l'une ou l'autre des deux langues considérées.

3. Qualifications

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires ces trois (3) dernières années.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- De l'ampleur des marchés ;
- De la nature des Services [*préciser "étude de faisabilité", "études technique détaillée", "supervision de chantier", "audit" ou autre – plusieurs éléments peuvent être indiqués*] ;
- Du domaine et de l'expertise technique [*préciser un ou plusieurs aspects techniques*] ;
- Du contexte géographique [*préciser "dans la région", "dans le pays du commanditaire", "avec le commanditaire", "dans la langue du commanditaire" ou autre*].
- [*Insérer les informations entre crochets suivantes si elles sont pertinentes au regard des Services. Sinon, les supprimer.*]

La BIDC examinera également la pertinence des Manifestations d'Intérêt au regard des critères suivants :

- [*Compétences et disponibilités internes en matière d'appui technique apporté aux experts situés dans le pays*] ;
- [*Correspondants/partenaires locaux*] ;
- [*Procédures d'assurance qualité et certifications du Candidat - préciser l'objet ou l'intitulé de la certification : par exemple ISO 9001 ou certification environnementale et sociale*].

Les manifestations d'intérêt doivent être reçues uniquement par courriel aux adresses ichabimougnan@bidc-ebid.org/secretariatdasg@bidc-ebid.org au plus tard le **06 mai 2024 à 23H59 :00** heure locale (Lomé) et portant expressément la mention

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

N°002/BIDC/EBID/PRMP/001/004/2024/ICM POUR LA SELECTION D'UN CABINET EN VUE DE LA VALOISATION DES GUARANTIES DE LA BIDC

Fait à Lomé, le 17 avril 2024

La Personne Responsable
des Marchés Publics

ANNEXES

FORMULAIRE N° 1

FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS SUR LE CANDIDAT : SOCIETE OU ENTREPRISE INDIVIDUELLE

1.	Dénomination légale du soumissionnaire :
2.	En cas de groupement ou de toute autre forme de partenariat, la dénomination légale de chaque partenaire :
3.	Le pays d'enregistrement ou de constitution réel ou envisagé du soumissionnaire :
4.	Année d'enregistrement ou constitution réelle ou envisagée du soumissionnaire :
5.	Adresse officielle du soumissionnaire dans le pays d'enregistrement ou de constitution :
6.	Coordonnées du représentant dûment autorisé du soumissionnaire : Nom : Adresse : N° de téléphone : Adresse électronique :
7.	Ci-joint copie des documents originaux ci-après : <ul style="list-style-type: none">➤ Extrait de l'immatriculation au Registre du Commerce➤ Une copie de la carte statistique légalisée➤ En cas de groupement, la lettre de groupement et nomination du chef de file➤ Une copie de la carte d'indentification Fiscale

FORMULAIRE N°2

FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS SUR LE PARTENAIRE AU GROUPEMENT

1.	Dénomination légale :
2.	Dénomination légale du partenaire au groupement :
3.	Pays d'enregistrement ou de constitution du partenaire au groupement :
4.	Année de constitution ou d'enregistrement du partenaire au groupement dans un groupement juridiquement contraignant :
5.	Adresse officielle du partenaire au groupement dans le pays d'enregistrement ou de constitution :
6.	Coordonnées du représentant dûment autorisé du partenaire au groupement : Nom : Adresse : N° de téléphone/fax : Adresse électronique :

FORMULAIRE N° 3

ANTÉCÉDENTS EN MATIÈRE DE LITIGES

Nom de la société :

Les sociétés, entreprises ou groupements de sociétés doivent fournir des informations sur les antécédents en matière de différends ou d'arbitrages résultant de contrats exécutés au cours des *cinq dernières années* ou en cours.

Contrats non performants – contrats résiliés au cours <i>des cinq dernières années</i> pour rendement insatisfaisant ou défaut			
Non-exécution du contrat pendant la période stipulée			
Année	Résultat en pourcentage du total des actifs	Identification du contrat	Montant total du contrat (valeur réelle, équivalent en)
		Nom de l'acheteur : Adresse de l'acheteur : Description du contrat : Date d'attribution du contrat : Date de résiliation : Motif de la résiliation :	
		Nom de l'acheteur : Adresse de l'acheteur : Description du contrat : Date d'attribution du contrat : Date de résiliation : Motif de la résiliation :	
Différends en instance			
<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Aucun litige en instance <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Différends en instance			

FORMULAIRE N° 4

FORMULAIRE DE DÉCLARATION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Nom de la société/ du groupement :

Référence de la Manifestation d'intérêts :

La Banque a pour politique d'assurer l'équité et l'intégrité de son processus d'acquisition. Tous les candidats (y compris les filiales, les parties du groupement, les fournisseurs et les sous-traitants) sont tenus de déclarer tout conflit d'intérêts, réel ou potentiel. Les soumissionnaires doivent répondre aux questions ci-dessous et fournir des informations sur toute relation et/ou tout lien avec la Banque.

	Réponse des soumissionnaires		Observations/Informations fournies
	Oui	Non	
Êtes-vous en relation avec un employé de la Banque qui est impliqué dans le processus d'acquisition ? Il peut s'agir d'une relation personnelle ou professionnelle.			
Avez-vous été engagé pour fournir des services de consultants en vue de la préparation ou de l'exécution d'une tâche relative à la passation du marché ?			
Êtes-vous un employé ou une partie prenante au sein de la Banque ?			
Êtes-vous impliqué dans plus d'une des propositions soumises ?			
La Banque vous a-t-elle proposé un contrat de travail au cours des 12 derniers mois ?			
Avez-vous engagé un membre du personnel de la Banque impliqué dans la préparation ou l'exécution d'une tâche relative à la passation du marché au cours des 12 derniers mois ?			

Nous certifions que : a) nous avons lu et compris le contenu du présent formulaire de déclaration ; et b) nous avons déclaré tous les conflits d'intérêts, réels ou potentiels.

Nous sommes pleinement conscients que la Banque déterminera, à sa seule discrétion, si un conflit d'intérêts déclaré doit entraîner le rejet de notre candidature dans le cadre du processus de passation du marché.

Nom :

En qualité de :

Signature :

Dûment autorisé à signer la présente proposition pour et au nom de :

Date :

FORMULAIRE N° 5

Chiffre d'affaires Annuel Moyen des Activités

Nom légal: _____ Date: _____

Nom légal de la partie au groupement : _____ No. RFI: ____

Page ___ de ___ pages

Données sur le chiffre d'affaires annuel (Biens/Services requis uniquement)		
Année ¹	Montant et monnaie	Equivalent en USD
2021		
2022		
2023		
*Chiffre d'affaires moyen des activités requises dans avis à manifestation d'intérêt	_____	_____

*Le chiffre d'affaires annuel moyen pour les Biens/Services est calculé en divisant le total des paiements ordonnancés pour les Biens/Services en cours par le nombre d'années.

FORMULAIRE N° 6

Expérience générale

Nom du soumissionnaire : _____ Date: _____

Mois/ année de départ*	Mois/ année final(e)	Identification du marché	Rôle du candidat
_____	_____	Nom du marché/contrat : Brève description des Prestations réalisées par le soumissionnaire : Nom du client : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché/contrat : Brève description des Prestations réalisées par le soumissionnaire : Nom du client : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché/contrat : Brève description des Prestations réalisées par le soumissionnaire : Nom du client : Adresse	_____
_____	_____	Nom du marché/contrat : Brève description des Prestations réalisées par le soumissionnaire : Nom du client : Adresse	_____

*Inscrire l'année civile en commençant par la plus ancienne.

FORMULAIRE N° 7

Expérience spécifique

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____

Numéro de marché similaire : ___ de ___ requis	Information		
Identification du marché	_____		
Date d'attribution	_____		
Date de fin	_____		
Rôle dans le marché	<input type="checkbox"/> Entrepreneur	<input type="checkbox"/> Ensembleur	<input type="checkbox"/> Sous-traitant
Montant total du marché	_____		USD _____
Dans le cas d'une partie à un groupement ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché	_____ %	_____	USD _____
Nom du Client :	_____		
Adresse :	_____ _____		
Numéro de téléphone/télécopie :	_____		
Adresse électronique :	_____		

**A. LISTE DES PARTENAIRES / SOUS-TRAITANTS/
REPRESENTANT LOCAL A LOME/ PROPOSES**

Description de la Prestation de service/ fourniture de biens	Sous-traitants et fournisseurs approuvés	Nationalité